

ety that in pursuance of this understanding Mr. Howe and Mr. McLelan came to Ottawa. The negotiations, which were free, frank and full, had already been made known through the press, and the papers on the subject would be laid before the House at the proper time. Having come to an understanding with these gentlemen as to what was fair to Nova Scotia, he (Sir John) repeated the invitation which he had given Mr. Howe months before, to come forward and accept office. He was reluctant, but felt the propriety of the appeal to take office, in order to show that he was satisfied the Government of Canada had acted fairly, justly and generously by the people of Nova Scotia. These were the conditions on which he took office, and he is now before his constituents, asking their sanction to his acts. With regard to the other question, that of the Government departments, it was not logical to say that, because the head of a department had not been appointed, the department itself was not wanted.

Hon. Mr. Holton—Either that, or the public interests are allowed to suffer.

Sir John A. Macdonald could assure his honourable friend that the department was a necessity. The experience of the last year and a half had more than proved the necessity of the separation between the departments of Customs and Inland Revenue; and with the growth of the country, this necessity would become still more apparent. In England, these departments were separated; and when, in the course of events, his honourable friends opposite crossed the floor of the House, he was persuaded that one of the last things they would ever think of was an amalgamation of these departments.

Hon. Mr. Holton—Then why have you not both of them now? (Laughter.)

Sir John A. Macdonald—The department is in being, though the head may not be appointed. Subsequent to Mr. Howland's elevation, the Government entered into negotiations to fill up the office vacated by him; but these negotiations were broken off as two members of the Cabinet were called to England. They had

[Sir John A. Macdonald.]

député. Il essaiera néanmoins par des conseils modérés de créer un climat d'entente qui permettra au Gouvernement canadien et au peuple de la Nouvelle-Écosse de se réunir, afin d'établir la base d'un accord, selon lequel l'Union pourrait être acceptable à tous. Il est bien connu qu'en vue de poursuivre ces négociations, M. Howe et M. McLelan sont venus à Ottawa. Les négociations qui étaient libres, franches et complètes, étaient déjà connues du public par la presse et les documents à ce sujet seront présentés à la Chambre à un moment approprié. S'étant entendu avec ces personnes pour déterminer la façon de rendre justice à la Nouvelle-Écosse, Sir John A. répète l'invitation qu'il avait formulée à M. Howe, plusieurs mois auparavant, de se présenter et d'accepter un poste de député. Il lui répugne d'agir ainsi, mais il estime que cette question doit être étudiée, afin de démontrer que le Gouvernement canadien a agi avec justice, équité et générosité envers le peuple de la Nouvelle-Écosse. Ce sont là les conditions posées avant que M. Howe ne puisse entrer en fonction et celui-ci est maintenant devant ses commettants pour leur demander d'approuver son attitude. Pour ce qui est de l'autre question, c'est-à-dire celle des ministères gouvernementaux, il n'est pas logique de dire que, parce que le chef d'un ministère n'a pas été nommé, le ministère lui-même n'est pas désiré.

L'hon. M. Holton: Ou bien il en est ainsi ou bien on laisse l'intérêt du public en souffrance.

Sir John A. Macdonald assure les députés que le ministère est bien nécessaire. Selon l'expérience d'une année et demie, il est nettement prouvé que l'on doit faire une distinction entre le ministère des Douanes et celui du Revenu national; avec l'essor grandissant de notre pays, cette nécessité deviendra encore plus apparente. En Angleterre, ces deux ministères sont bien distincts. Il est persuadé que les députés de l'Opposition admettront, selon le cours que prendront les événements, que la fusion de ces deux ministères serait la dernière chose à envisager.

L'hon. M. Holton: Alors pourquoi n'en avons nous pas deux? (Rires.)

Sir John A. Macdonald: Ce ministère existe bien que le chef n'en soit pas encore nommé. A la suite de l'entrée en fonction de M. Howland, le Gouvernement a commencé des négociations pour remplir le poste ainsi laissé vacant; mais ces négociations ont été rompues lorsque deux membres du Cabinet ont été